

BELGIQUE: LA PILARISATION DE LA SOCIÉTÉ NUIT-ELLE À LA DIFFUSION DE L'ANARCHISME?...

Les principales bizarreries dont est teintée l'organisation de la société belge correspondent à une volonté de faire de l'unité autour de la diversité et d'assumer un pluralisme multimodal. Mieux vaut l'union, fût-ce des contraires, que la division puisque, comme on sait, *"l'union fait la force"* (devise de la Belgique)! C'est cette volonté, présente dès la fondation de l'État belge, qui caractérise le mieux ce pays composite. Et qui explique que la société politique et civile s'est construite sur des piliers. C'est pourquoi on parle encore souvent d'une société *«pilarisée»* ou de *«pilarisation»*.

Où il est question de langues.

Les piliers constituent en fait autant de facteurs de différenciation auxquels on a attribué une existence institutionnelle, pour ainsi dire. Ou comment organiser le pluralisme! Pluralisme linguistique d'abord: français en Wallonie (sud) et à Bruxelles, néerlandais en Flandres (nord) et... à Bruxelles, et allemand dans la partie germanophone, à l'est du pays. On fera l'impasse sur le florilège des joyeux patois (et c'est bien dommage!) qui parsèment tout le territoire. Les conséquences ne sont pas minces: État fédéral, centralisé à Bruxelles, la Belgique comporte également d'autres niveaux de pouvoir, répartis en communautés (reposant sur le critère linguistique) et en régions (reposant sur des critères vaguement géographiques et économiques). Fédéral, régional et communautaire se distribuent les *"compétences"* de manière plus ou moins harmonieuse. En ce qui concerne le gouvernement fédéral, il est composé de ministres, flamands (néerlandophones) et francophones, et suppose, au moins théoriquement, un bilinguisme à toute épreuve. Tandis que les gouvernements régionaux dédoublent les ministères, néerlandophones au nord, francophones au sud, et bilingues pour la région de Bruxelles-capitale.

Où il est question de religions, avec ou sans...

Le pluralisme linguistique ne constitue pas l'unique série de piliers autour desquels s'organise la société belge. Un autre pluralisme, vieux comme l'indépendance du pays (1830, pour rappel), repose sur un clivage *"philosophique"*: les catholiques d'une part, pilier conservateur et réactionnaire largement dominant au 19^{ème} siècle et représentant en outre une force politique majeure jusqu'il y a peu, et les libéraux d'autre part, pilier des progressistes, réunis essentiellement pour des raisons philosophiques autour de la défense et de la promotion de la libre pensée. De manière abrupte, on pourrait parler d'un camp anticlérical, en tout cas militant activement pour une séparation de l'Église et de l'État sur le principe de la laïcité. Mais cette famille philosophique elle-même s'avère composite, clivée, autour de notre dernière série de piliers, à caractère politique cette fois (ou économique) amenant la distinction entre libéraux politiques (le camp patronal, bourgeois), et socialistes (le camp prolétaire, composé d'ouvriers et artisans, mais aussi d'employés et cadres). Ces deux frères ennemis se sont fréquemment rapprochés, politiquement, afin de faire barrage à l'adversaire commun, les catholiques. Il n'est pas improbable que la prégnance de la Franc-maçonnerie dans les milieux progressistes ait contribué à favoriser le rapprochement entre socialistes et libéraux. Ce qui nous ramène à notre pilier philosophique précédent! Cette proximité demeure toujours d'actualité, autour de questions d'éthiques, nécessitant une prise de décision politique (dépénalisation de l'IVG, par exemple, ou de l'euthanasie). Il existe donc bien un *"pilier maçonnique"* en Belgique, bien que, d'une certaine manière, il ne compte pas en son sein que des Francs-maçons avérés.

Le pilier philosophique demeure aujourd'hui, quoi qu'on en pense, très vivace, ne serait-ce que parce que tout le système d'enseignement repose encore sur ce clivage: réseau officiel subventionné (école de l'État, neutre, pluraliste) d'une part et, d'autre part, réseau dit *"libre"* et subventionné (écoles catholiques, mais aussi, depuis peu, écoles musulmanes à Bruxelles). Les universités elles-mêmes demeurent à ce jour cloisonnées autour de ces piliers: U.L.B., à Bruxelles, libre-pensée, teintée d'une composante maçonnique

plus ou moins assumée, *ULiège*, neutre, pluraliste, et U.C.L. (*Université Catholique de Louvain*) pour citer les trois plus importantes institutions académiques.

Où il est question d'une rupture possible

Tel est donc l'un des paradoxes sur lequel repose l'organisation de la société belge: une série d'identités fondées sur l'existence de forts clivages et une culture du compromis. Pays de coalitions, de négociations, de concertations, la Belgique parvient à survivre aux cloisonnements, à ses tensions internes, à ses divisions, envers et contre tout. Pour combien de temps? Le communautarisme linguistique, doublé d'un antagonisme socio-politique fort (avec son cortège de stéréotypes: Flamands au nord, riches et de droite, réputés travailleurs et entreprenants, versus Wallons au sud, francophones, traditionnellement de gauche, réputés profiteurs et paresseux), conduit depuis plusieurs années le pays au point de rupture. La Flandre penche de plus en plus vers un séparatisme déclaré, même si, tout bien pesé, les partis nationalistes flamands renonceraient volontiers à leurs revendications communautaristes si le sud de pays votait majoritairement à droite!

La pilarisation autour des clivages politico-économiques et philosophiques se rencontre aussi au niveau des organisations mutualistes: *Solidaris* (mutualité socialiste), *Mutualité chrétienne*, *Mutualité libérale*. Mais c'est surtout le rôle et le statut des organisations syndicales qui occupent une place significative à cet égard. Incontournables à bien des titres, les syndicats belges dépassent largement, en nombre d'adhérents, l'importance des effectifs syndicaux d'autres pays. Plus de 50% des travailleurs belges sont membres d'un syndicat; à titre de comparaison, la France compte un taux de 8%, le Royaume-Uni de 25%, l'Italie de 36%, le record européen étant détenu par la Suède, avec un taux de 68%. Les syndicats se sont constitués autour du clivage politico-économique et ses trois piliers: socialiste, avec la F.G.T.B. (liée au P.S. mais de plus en plus "infiltrée" par le P.T.B.); chrétien, avec la C.S.C.; ou libéral, avec la C.G.S.L.B. À titre d'hypothèse, on pourrait assez hardiment affirmer que la tendance anarcho-syndicaliste qui va tenter de perdurer, en Belgique, jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, a été largement éclipsée par la fédération des organisations ouvrières qui ont été chevillées aux luttes du P.O.B. (*Parti Ouvrier Belge*), dès la fin du 19^{ème} siècle, en vue d'obtenir le suffrage universel. La voie du parlementarisme a largement canalisé les énergies des mouvements sociaux enracinés dans les réalités du monde ouvrier, sans que l'on puisse l'affirmer de manière exclusive. Mais il semble bien que la pilarisation politico-économique du syndicalisme ouvrier, liant les destinées de ce dernier à celui des trois grands partis traditionnels, ait contribué à affaiblir sa capacité à avoir recours à l'action directe ou à des rassemblements à caractère insurrectionnels. Affaiblissement en un sens, garantie d'une certaine forme de pacification en un autre, on ne peut se défendre en tout cas de voir une certaine forme de contrôle, de mainmise, d'arrangements, derrière la culture de la concertation, de la négociation. Syndicalisme de salon versus syndicalisme de combat? Assurément, cette propension à un tel glissement existe et rassure les organisations politiques, sociales et culturelles à dominante bourgeoise, en ce qu'elle orchestre et codifie le dialogue social selon ses exigences et ses critères. Interlocuteur privilégié des organismes patronaux (en tête desquels la F.E.B.) et des gouvernements, le monde syndical finit par accommoder ses valeurs avec l'acquisition de privilèges, financiers notamment, avec son cortège d'avantages en nature (voitures de société, voyages d'études aux frais des cotisants).

Où il est question d'une société civile encadrée

En somme, l'ensemble de la société est quadrillé par ces piliers, qui encadrent aussi bien le monde de la presse que les mouvements de jeunesse, les coopératives, les associations culturelles et les associations féminines. Il faudrait d'ailleurs parler plutôt d'un maillage puisque la verticalité des piliers semblerait exclure les transversalités horizontales qui, de fait, existent et assouplissent le régime de la pilarisation stricto sensu. Qui plus est, les associations pluralistes et de nouveaux terrains de lutte ont largement contribué à briser la rigidité du modèle, la réalité s'avérant beaucoup plus complexe, désormais, avec l'arrivée des problématiques liées aux luttes environnementales, féministes, interculturelles, LGBTQI+, alter-mondialistes, etc... Néanmoins, en dépit des nuances, la pilarisation n'en demeure pas moins prégnante, si non apparente dans le fond, au moins dans la forme. C'est elle, entre autres, qui justifie le subventionnement par l'État de mouvements d'éducation permanente et continue de privilégier les chantages du militantisme appointé!

L'anarchisme, dans un tel contexte, paraît marginal, systématiquement, tant il semble qu'il n'existe pas de possibilité d'avoir une légitimité et une crédibilité propre si l'on n'appartient pas à l'une de ces identités pilarisées. Cette marginalité semblerait même être essentielle! Mouvement par essence révolutionnaire,

luttant pour l'avènement d'une société sans classe et sans État, contre les aliénations du salariat et de l'actionnariat, l'anarchisme pourrait difficilement justifier une prétention à obtenir une quelconque forme de subvention officielle sans tomber dans une contradiction. Le mouvement anarchiste se doit d'échapper à un maillage qui participe du contrôle étatique. Fût-ce au risque de se cantonner aux marges.

Christophe.
